« 3^o Les gouvernements britannique et français décident de faire connaître au plus tôt au gouvernement des États-Unis d'Amérique l'arrangement ci-dessus, de lui demander de concert de participer à cet accord au même titre qu'eux-mêmes et de joindre son effort à celui de la Grande-Bretagne et de la France en vue d'accroître le tonnage au service des Alliés. »

Il y a lieu d'insister sur une différence importante entre les deux notes du 22 et du 30 octobre, cette dernière remise à Sir Albert Stanley. La première débute en posant le principe de la priorité du ravitaillement alimentaire et ne considère l'établissement des programmes à exécution commune que comme un corollaire du programme joint de ravitaillement. La seconde au contraire pose tout d'abord la nécessité de l'établissement des programmes à exécution commune, dont le programme du ravitaillement n'est qu'une première conséquence.

Cette modification dans les propositions faites par M. Clémentel provenait de la nécessité où il se trouvait de rechercher, avant qu'aucune décision définitive fût prise par le Cabinet de Guerre, tous les terrains d'entente. Les divers ministres anglais compétents étaient en effet loin d'être d'accord entre eux.

Ce n'est qu'après de longues discussions avec eux que M. Clémentel put les amener à reconnaître que l'adoption de ses suggestions présentait pour la Grande-Bretagne elle-même le plus grand intérêt.

Peu à peu cependant, M. Clémentel eut cause gagnée auprès des divers ministères anglais compétents, tant et si bien que les propositions définitives contenues dans la note du 30 octobre avaient leur approbation tacite. M. Clémentel allait donc se présenter devant le Cabinet de Guerre où ses propositions devaient être discutées, pour y défendre une thèse qui était à la fois française et anglaise.

Les vues de certains membres du Cabinet de Guerre étaient en revanche opposées à celles de M. Clémentel. M. Bonar Law, qui passait avec raison pour être le plus favorable à la coopération anglo-française, tout en appréciant le bien-fondé de ses demandes, exprimait confidentiellement